

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION**  
**APPEL D'OFFRES OUVERT A MAJORATION**  
**N° AO-45-2023**



**OBJET :**

**GESTION DE LA SURETE DES LOCAUX RELEVANT DE L'AGENCE NATIONALE  
DE REGLEMENTATION DES TELECOMMUNICATIONS**

Date limite de réception des plis : le 04/01/2024 à 10h00

## **ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

Le présent règlement de la consultation concerne l'appel d'offres ouvert à majoration ayant pour objet la gestion de la sûreté des locaux relevant de l'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications.

## **ARTICLE 2 : REPARTITION EN LOTS ET VISITE DES LIEUX**

Le présent appel d'offres concerne un marché reconductible d'une durée de trois ans, lancé en lot unique.

Afin de permettre aux soumissionnaires d'appréhender les différentes composantes et contraintes liées au lieu et à l'environnement où les prestations seront exécutées, une visite des lieux est programmée pour le **28/12/2023 à 10 heures**.

## **ARTICLE 3 : TYPE DE MARCHÉ ET CONCURRENTS CONCERNES**

Le marché est un marché reconductible d'une durée de trois ans.

## **ARTICLE 5 : MAITRE D'OUVRAGE**

Le Maître d'Ouvrage du marché est l'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications, représentée par son Directeur Général ou son délégataire.

## **ARTICLE 6 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS**

Peuvent valablement participer et être attributaires des marchés publics, dans le cadre des procédures prévues par le présent règlement, les personnes physiques ou morales, qui :

- justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles dûment définitives ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement, et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement ;
- sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.

Ne sont pas admises à participer aux appels d'offres :

- les personnes en liquidation judiciaire ;
- les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- les personnes ayant fait l'objet d'une décision d'exclusion temporaire ou définitive prise conformément aux dispositions de l'article 152 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics ;
- les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans un même marché, lorsqu'il s'agit d'un marché en lot unique ou d'un même lot lorsqu'il s'agit d'un marché alloti ;
- les prestataires de services ayant contribué à la préparation du dossier de l'appel d'offres concerné ;
- les Titulaires dont les marchés ont fait l'objet de résiliation pour une faute qui leur incombe au titre des marchés d'achèvement y afférents

## **ARTICLE 7 : SIGNATURE ELECTRONIQUE**

En ce qui concerne les concurrents qui souhaitent déposer leurs dossiers par voie électronique, la signature électronique du concurrent ou de son représentant dûment habilité se fait au moyen d'un certificat électronique délivré par une autorité de certification agréée, conformément à la législation et la réglementation en vigueur.

Les plis des concurrents sont cryptés avant leur dépôt par voie électronique.

Les plis sont déposés moyennant le certificat de signature électronique précité.

Le dépôt des plis fait l'objet d'un horodatage automatique, mentionnant la date et l'heure de dépôt électronique et de l'envoi de l'accusé de réception électronique à travers le portail des marchés publics au concurrent concerné.

## **ARTICLE 8 : JUSTIFICATION DES CAPACITES ET DES QUALITES**

I- Chaque concurrent est tenu de présenter les dossiers et documents suivants :

- un dossier administratif ;
- un dossier technique ;
- le cahier des prescriptions spéciales (CPS) paraphé et signé ;
- le règlement de consultation (RgC) paraphé et signé (\*).

(\*): L'accord de confidentialité est signé lors de la conclusion du marché.

Aussi, seule une version, paraphée et cachetée, devra être jointe avec le Règlement de l'appel d'offres dans l'offre déposée par le soumissionnaire.

Chaque dossier peut être accompagné, au choix du soumissionnaire, d'un inventaire des pièces qui le constituent. Son offre ne peut être écartée si cet inventaire n'est pas exhaustif.

Le CPS et le RgC doivent être, chacun, paraphés à chaque page et signés par le concurrent (au niveau de la page signature de chacun). En cas de groupement, ces deux documents doivent être signés :

- soit par l'ensemble des membres du groupement,
- soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

### **A. Le dossier administratif comprend :**

1. Pour chaque concurrent, **au moment de la présentation des offres** (lors du dépôt de son offre) :

- a) la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
- s'il s'agit d'un auto-entrepreneur ou d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
  - s'il s'agit d'un représentant du concurrent, celui-ci doit présenter, selon le cas :
    - \* une copie certifiée conforme de la procuration légalisée, lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
    - \* un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui conférant le pouvoir d'agir au nom de cette société ;
    - \* l'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
  - s'il s'agit d'une coopérative ou d'une union de coopératives, la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom de la coopérative ou de l'union de coopératives.

- b) l'original de la déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, qui doit comporter les mentions prévues à l'article 29 du décret n°2-22-431 du 8 Mars 2023 (Cf. modèle ci-joint).
- c) pour les groupements, l'original de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 150 du décret n°2-22-431 du 8 Mars 2023 précité ou sa copie certifiée conforme, lorsque le concurrent est un groupement dûment signé par les différents membres du groupement (Cf. modèle ci-joint par type de groupement) accompagnée de la note de présentation de la convention selon qu'il s'agisse d'un groupement solidaire ou conjoint (un modèle à titre indicatif est joint en annexe).

2. Pour le **concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché** dans les conditions fixées à l'article 43 du décret n°2-22-431 du 8 Mars 2023 précité, **il sera invité à déposer le pièces/documents suivants** :

- a) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret n°2-22-431 du 8 Mars 2023 précité.  
Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.
- b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou par tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné.
- c) une copie du certificat d'immatriculation au registre de commerce (modèle 9) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation au registre de commerce en vertu de la législation en vigueur.
- d) des copies certifiées conformes à l'original des attestations ou autorisations requises pour l'exécution des prestations objet du marché conformément à la législation et la réglementation en vigueur, le cas échéant ;

La date de production des pièces prévues aux a et b ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

L'équivalent des attestations visées aux paragraphes a, b et c ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

**B. Le dossier technique comprend :**

- Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.
- La déclaration du plan de charge du concurrent prévu à l'article 4 du décret n°2-22-431 du 8 Mars 2023 précité.
- La copie de la certification ISO 9001 du système qualité management ;
- La copie de l'autorisation d'exercer délivrée par l'autorité compétente ;
- Copies des bordereaux des déclarations de CNSS des six (06) derniers mois ;
- La liste des prestations similaires réalisées et qui doivent comporter, au minimum, trois (03) Ambassades basées au Maroc et sept (07) administrations

ou établissements publics.

**N.B : En cas de groupement, chacun des membres du groupement doit présenter les pièces exigées dans le dossier administratif et technique.**

II- Lorsque le concurrent est un établissement public, Il doit fournir :

1. Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif prévues au b) de l'alinéa 1 du A du I) du présent article, une copie du texte l'habilitant à exercer les missions en relation avec les prestations objet du marché.
2. S'il est envisagé de lui attribuer le marché :
  - a) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu par l'article 27 du décret n° 2-22-431 précité.

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé. L'attestation précitée n'est exigée que des établissements publics soumis à l'impôt.

- b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné.

La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

III- Lorsque le concurrent est une coopérative ou une union de coopératives, il doit fournir :

1. Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif, prévues aux a) et b) de l'alinéa 1 du A du I) du présent article, l'attestation d'immatriculation au registre local des coopératives.
2. Et lorsqu'il est envisagé de lui attribuer le marché :
  - a) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret n° 2-22-431 précité.

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle la coopérative ou l'union de coopératives est imposée ;

- b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que la coopérative ou l'union de coopératives est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2-22-431 précité.

La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus, sert de base pour l'appréciation de leur validité.

IV- Lorsque le concurrent est un auto-entrepreneur, il doit fournir :

1. Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif, prévues au b) de l'alinéa 1) du A du I) du présent article, l'attestation d'immatriculation au registre national de l'auto-entrepreneur ou sa copie certifiée conforme à l'original, délivrée depuis moins d'un an.
2. Et lorsqu'il est envisagé de lui attribuer le marché, une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret n° 2-22-431 précité.

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle l'auto-entrepreneur est imposé. La date de production, au maître d'ouvrage, de cette pièce sert de base pour l'appréciation de sa validité.

#### D. Dépôt électronique :

En ce qui concerne les concurrents qui présenteront leurs dossiers par voie électronique, toutes les pièces contenues, dans chacune des enveloppes prévues ci-dessus, doivent être regroupées dans un (ou plusieurs fichiers) électronique(s) conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics. Ces pièces doivent être signées électroniquement et séparément par le concurrent ou son représentant dûment habilité, avant leur insertion dans le fichier électronique.

### **ARTICLE 9 : ETABLISSEMENT DE L'OFFRE FINANCIERE**

#### **L'offre financière comprend les documents suivants :**

a) **l'acte d'engagement** par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objets du marché conformément aux conditions prévues au CPS et moyennant un prix qu'il propose.

- L'acte d'engagement est établi en un seul exemplaire selon le modèle joint au présent Règlement.
- Il est dûment rempli par le soumissionnaire et comporte le relevé d'identité bancaire (RIB).
- Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé **en chiffres et en toutes lettres**.
- Il est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant ne puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même marché.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 150 du décret n°2-22-431 du 8 Mars 2023 précité, il doit être signé :

- soit par chacun des membres du groupement ;
- soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

L'acte d'engagement du groupement concerné doit également préciser le montant correspondant à la part revenant à chacun des membres dudit groupement.

En cas de discordance entre le montant libellé en chiffres et celui libellé en toutes lettres, il faut s'en tenir au montant écrit en toutes lettres.

b) **le bordereau des prix détail estimatif** est rempli par le soumissionnaire selon le modèle joint au CPS :

- Les prix unitaires du bordereau des prix-détail estimatif doivent être libellés en **chiffres**.
- Les montants totaux du bordereau des prix-détail estimatif doivent être libellés en **chiffres**.

En cas de discordance entre le **montant total de l'acte d'engagement et de celui du bordereau des prix-détail estimatif**, le montant de ce bordereau est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement et le soumissionnaire concerné sera invité à le corriger si son offre est retenue.

## **ARTICLE 10 : CONTACTS AVEC L'ANRT**

Aucun soumissionnaire n'entrera en contact avec l'ANRT sur aucun aspect concernant son offre entre le moment où les plis sont ouverts et celui où le marché sera attribué.

## **ARTICLE 11 : OUVERTURE DES PLIS**

L'ouverture des plis aura lieu conformément à la réglementation en vigueur.

## **ARTICLE 12 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n°2-22-431 du 8 Mars 2023 précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- a) l'avis d'appel d'offres, tel que publié dans la presse ou les sites Web ([www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma) ou [www.anrt.ma](http://www.anrt.ma)) ainsi que tout éventuel correctif ;
- b) le cahier des prescription spéciales (CPS), tel que publié sur les sites Web ([www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma) ou [www.anrt.ma](http://www.anrt.ma)) ainsi que les éventuelles mises à jour apportées ou les éclaircissements fournis ;
- c) le présent règlement de la consultation (RgC), tel que publié sur les sites Web ([www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma) ou [www.anrt.ma](http://www.anrt.ma)) ainsi que les éventuelles mises à jour apportées ou les éclaircissements fournis ;
- d) le bordereau des prix - détail estimatif, tel qu'annexé au CPS ;
- e) l'acte d'engagement ;
- f) la déclaration sur l'honneur ;
- g) la déclaration du plan de charge.

## **ARTICLE 13 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au siège de l'A.N.R.T (Division des Achats et de la Logistique), sis Centre d'Affaires, Bd Ar - Riad, Hay Ryad -B.P. 2939 – Rabat 10.100.

Il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics ([www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma)) et à partir du site web suivant ([www.anrt.ma](http://www.anrt.ma)).

Les concurrents ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres du site web suivant ([www.anrt.ma](http://www.anrt.ma)) doivent adresser, **sans délai**, leur coordonnées (téléphone, fax, adresse électronique...) à l'adresse électronique suivante ([aoanrt@anrt.ma](mailto:aoanrt@anrt.ma)) pour permettre à l'ANRT de leur adresser les réponses aux éventuelles demandes d'éclaircissements. Ils sont tenus responsables en cas de non envoi d'une adresse électronique.

Les éventuelles réponses aux demandes d'éclaircissements sont mises sur les Sites Web suivants ([www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma) et [www.anrt.ma](http://www.anrt.ma)). Il appartient à chaque candidat intéressé ayant téléchargé le dossier de l'appel d'offres, de les consulter régulièrement afin de connaître la teneur des éventuels éclaircissements fournis par l'ANRT. Chaque candidat est tenu responsable en cas de non prise de connaissance des éventuelles mises à jour dans lesdits Sites et son offre est, à son tort, systématiquement écarté en cas d'écart avec les éventuelles mises à jour apportées avant la date limite de dépôt des offres.

## **ARTICLE 14 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Conformément aux dispositions de l'article 22 (§7) du décret n°2-22-431 du 8 Mars 2023 précité, des modifications peuvent être introduites dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Ces modifications sont communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé ledit dossier à partir du site Web ([www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma)), et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité et au plus tard sept jours avant la date de la séance d'ouverture des plis.

Lorsque les modifications nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe I-2 de l'article 23 du décret n°2-22-431 du 8 Mars 2023 précité. Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue que dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de l'avis rectificatif au portail des marchés publics ([www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma)) et dans le journal paru le deuxième, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

Dans tous les cas, le délai de publicité prévu à l'alinéa 3 du paragraphe I-2 de l'article 23 du décret n°2-22-431 du 8 Mars 2023 précité doit être respecté.

Les concurrents ayant retiré ou téléchargé les dossiers d'appel d'offres à partir du portail des marchés publics ([www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma)) vont être informés des modifications prévues ci-dessus ainsi que de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

L'avis rectificatif intervient dans les cas suivants :

- Lorsque l'ANRT décide d'introduire des modifications dans le dossier d'appel d'offres, sans se conformer au délai de sept jours prévu ci-dessus ;
- Lorsque les modifications à introduire dans le dossier d'appel d'offres nécessitent un délai supplémentaire pour la préparation des offres ;
- Lorsqu'il s'agit de redresser des erreurs manifestes constatées dans l'avis publié ;
- Lorsque, après publication de l'avis, l'ANRT constate que le délai qui court entre la date de la publication de l'avis et la date de la séance d'ouverture des plis n'est pas conforme au délai de publicité réglementaire.

## **ARTICLE 15 : INFORMATION DES CONCURRENTS**

Tout concurrent peut demander à l'ANRT, par lettre transmise par tout moyen pouvant donner date certaine, par fax confirmé **(+212 (0) 537718612)** ou par voie électronique (**[aoanrt@anrt.ma](mailto:aoanrt@anrt.ma)**), de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

L'ANRT doit répondre, dans les mêmes formes, à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue, au plus tard trois jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par l'ANRT à un concurrent à la demande de ce dernier, doit être communiqué le même jour et dans les mêmes formes aux autres concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres et aux membres de la commission d'appel d'offres.

Cet éclaircissement ou renseignement est mis à la disposition de tout concurrent potentiel dans le portail des marchés publics.

L'identité ou la dénomination du ou des concurrents ayant formulé la demande prévue au premier alinéa de l'article 25 du décret précité ne doit, en aucun cas, être divulguée.



## **ARTICLE 16 : REPORT DE LA DATE D'OUVERTURE DES PLIS**

Lorsqu'un concurrent estime que le délai prévu par l'avis de publicité pour la préparation des offres n'est pas suffisant compte tenu de la complexité des prestations objet du marché, il peut, au cours de la première moitié du délai de publicité, demander à l'ANRT, par lettre transmise par tout moyen pouvant donner date certaine, le report de la date de la séance d'ouverture des plis. Cette lettre du concurrent doit comporter tous les éléments permettant au maître d'ouvrage d'apprécier la demande de report.

Si l'ANRT reconnaît le bien-fondé de la demande du concurrent dont elle est saisie, elle procède au report de la date de la séance d'ouverture des plis. Le report, dont la durée est laissée à l'appréciation de l'ANRT, fait l'objet d'un avis rectificatif qui est publié dans les mêmes formes que l'avis d'appel d'offres.

Il ne peut être procédé au report de la date de la séance d'ouverture des plis qu'une seule fois, quel que soit le concurrent qui le demande.

L'ANRT informe de ce report les concurrents ayant retiré ou téléchargé les dossiers d'appel d'offres.

## **ARTICLE 17 : DELAI POUR LA RECEPTION DES OFFRES**

Les dossiers de candidature doivent être déposés dans les conditions prévues par le présent Règlement de Consultation et ce, conformément à la date prévue dans l'avis d'insertion ou le cas échéant dans l'avis rectificatif de report de la date.

L'ANRT a toute latitude pour prolonger le dépôt des dossiers en modifiant les documents de l'appel d'offres. Dans ce cas, tous les droits et toutes les obligations de l'ANRT et des candidats auparavant liés au délai fixé seront liés au nouveau délai.

Sous réserve des dispositions précitées, aucun dossier, une fois envoyé ou déposé, ne peut être retiré, complété ou modifié après la date limite fixée pour le dépôt des dossiers.

## **ARTICLE 18 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS**

### **1) Contenu des dossiers à déposer par chaque soumissionnaire :**

Conformément aux dispositions de l'article 30 du décret n°2-22-431 du 8 Mars 2023 précité, les dossiers présentés par les concurrents doivent **nécessairement** comporter :

- a) le cahier des prescriptions spéciales (CPS), paraphé et signé ;
- b) le présent règlement de la consultation (RgC), paraphé et signé ;
- c) le dossier administratif dont la composition est précisée dans l'article 8 ci-dessus ;
- d) le dossier technique dont la composition est précisée dans l'article 8 ci-dessus ;
- e) l'offre financière dont la composition est précisée dans l'article 9 ci-dessus.

### **2) Présentation des dossiers par les soumissionnaires :**

Conformément aux dispositions de l'article 29 de la décision n°20/2014/DG précitée, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse du soumissionnaire ;
- L'objet du marché ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que :  
**"le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis".**

Ce pli contient des enveloppes distinctes comme suit :

- a) une enveloppe, nécessairement distincte de toute autre enveloppe, comportant uniquement l'offre financière (dont la composition est précisée dans l'article 9 ci-dessus). **Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "offre financière".**
- b) une enveloppe<sup>1</sup> comportant les pièces des dossiers administratif et technique, le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de la consultation paraphés et signés et portant la mention « lu et accepté » par le concurrent ou son représentant dûment habilité.  
Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention « dossiers administratifs et techniques ».

Les enveloppes visées ci-dessus indiquent de manière apparente :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- La mention « Très urgent » lorsque le pli est envoyé par poste.

### **ARTICLE 19 : LANGUE DE PRESENTATION DES DOSSIERS**

Toutes les pièces contenues dans le dossier administratif sont en langue française. Les autres pièces contenues dans l'offre peuvent être en langue française ou anglaise.

### **ARTICLE 20 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article 135 du décret 2-22-431 précité et le l'article 9 de l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, le dépôt et le retrait des plis et des offres des concurrents s'effectuent par voie électronique. ([www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma))

Tout pli électronique déposé postérieurement à la date limite de remise des plis est automatiquement rejeté par le portail des marchés publics.

### **ARTICLE 21 : MODE D'ETABLISSEMENT DES PRIX**

Les prix sont indiqués en Dirhams.

Ils sont réputés inclure, pour chaque numéro de prix indiqué dans le bordereau des prix-détails estimatif, tous les frais et sujétions requis pour la réalisation des prestations correspondantes. Le Titulaire ne peut se prévaloir, durant la durée du marché et pour sa réalisation, d'aucune omission ou une mauvaise estimation de la charge de travail, qui relèvent de sa totale responsabilité.

Le Titulaire reconnaît que chaque prix proposé est établi conformément à la réglementation en vigueur, et notamment dans le respect des taux horaires relatifs au SMIG et s'engage à s'acquitter, vis-à-vis de chaque ressource mise à disposition, au niveau du SMIG prévu par la réglementation.

Le Titulaire reconnaît également avoir intégré, dans ses prix, toute éventuelle revalorisation du SMIG et la répercuter, sans aucune révision du présent marché, sur les concernés sous réserve que l'augmentation cumulée durant la période ne dépasse pas 10%.

---

<sup>1</sup> : si pour des raisons logistiques et physiques, une seule enveloppe ne pouvait comporter les dossiers administratif, technique ainsi que le CPS et le RgC, le soumissionnaire est autorisé à insérer lesdits dossiers dans différentes enveloppes en mentionnant clairement sur l'enveloppe les dossiers qui la composent.

## **ARTICLE 22 : RETRAIT DES PLIS**

Sous réserve des dispositions de l'article 35 du décret n°2-22-431 du 8 Mars 2023 relatives au dépôt et au retrait des plis par voie électronique, tout pli déposé ou reçu peut être retiré, par le concurrent, antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au maître d'ouvrage. La date et l'heure du retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage sur le registre spécial visé à l'article 4 du décret précité.

Les concurrents ayant procédé au retrait de leurs plis peuvent, dans les conditions fixées à l'article 34 du décret n°2-22-431 du 8 Mars 2023 précité, présenter de nouveaux plis.

## **ARTICLE 23 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante jours qui commence à courir, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Toutefois, lorsque la commission d'appel d'offres considère qu'elle n'est pas en mesure d'effectuer son choix pendant le délai de validité des offres prévu à l'alinéa précédent, le maître d'ouvrage saisit les concurrents concernés, avant l'expiration de ce délai, par lettre recommandée avec accusé de réception, en vue de leur demander une prorogation du délai de validité des offres d'une durée supplémentaire qu'il fixe.

A cet effet, le maître d'ouvrage fixe aux concurrents concernés une date limite pour faire connaître leurs réponses.

## **ARTICLE 24 : RESULTAT DEFINITIF DE L'APPEL D'OFFRES**

- L'ANRT informe, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen donnant date certaine, l'attributaire de l'acceptation de son offre dans un délai n'excédant pas le troisième jour suivant la date d'achèvement des travaux de la commission d'appel d'offres.
- Dans le même délai, elle avise par lettre recommandée avec accusé de réception, les concurrents éliminés, en leur indiquant les motifs de rejet de leurs offres. Cette lettre est accompagnée des pièces contenues dans leurs dossiers.
- Les pièces ayant été à l'origine de l'écartement des concurrents sont conservées par le maître d'ouvrage pendant un délai minimum de cinq ans, à l'exception de l'original du récépissé du cautionnement provisoire ou de l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu qui est restitué aux concurrents écartés, dans les quarante-huit heures suivant la date d'envoi de la lettre visée au deuxième alinéa de l'article 47 de décret précité.
- De même, les échantillons et les prototypes déposés par les concurrents écartés leur sont restitués après l'expiration d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception de la lettre précitée.
- Aucun concurrent ne peut prétendre à indemnité si son offre n'a pas été acceptée.
- Le choix arrêté par la commission d'appel d'offres ne peut, en aucun cas, être modifié par le maître d'ouvrage ou l'autorité compétente.
- L'ANRT peut annuler un Appel d'Offres conformément aux dispositions du décret n°2-22-431 du 8 Mars 2023.

## **ARTICLE 25 : ATTRIBUTION DU MARCHÉ**

L'attribution du marché aura lieu conformément à la réglementation en vigueur.

## **ARTICLE 26 : NOTIFICATION DE L'ATTRIBUTION DU MARCHÉ**

- 1) Avant que n'expire le délai de validité des offres, l'ANRT notifiera au soumissionnaire retenu, soit par écrit en courrier recommandé, soit par fax, que son offre a été acceptée.
- 2) La notification de l'acceptation de l'offre ne signifie pas l'engagement de l'ANRT de conclure un marché avec le soumissionnaire retenu.  
Elle signifie simplement que la Commission d'appel d'offres juge que l'offre dudit soumissionnaire a été jugée la mieux-disante.  
La conclusion du marché est décidée par le Directeur Général de l'ANRT ou son délégué.

## **ARTICLE 27 : CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES**

Les offres seront examinées conformément aux dispositions de l'article 20 et 43 du décret n°2-22-431 précité relatifs aux marchés publics.

Le marché sera attribué au concurrent dont l'offre est la mieux disante.

L'offre la mieux-disante s'entend du taux de majoration proposé le plus faible appliqué à l'estimation du coût des prestations établie par le maître d'ouvrage, sous-réserve des dispositions du a) du paragraphe 3 de l'article 20 du décret précité.

**N.B.** : Toute offre qui ne permettrait pas de couvrir le Salaire réglementaire (SMIG, congé payé, jours fériés et le repos hebdomadaire) plus les charges sociales comprenant la part patronale et la taxe de la formation professionnelle et les accidents de travail (AT) et la responsabilité civile (RC), ainsi que la marge bénéficiaire du concurrent et les charges afférentes à la prestation sera écartée.

Le .....

A: .....

**Signature du Maître d'ouvrage**

**ANNEXES :**

**Annexe 1 : ACTE D'ENGAGEMENT**

**Annexe 2 : DECLARATION SUR L'HONNEUR**

**Annexe 3 : PROCURATION**

**Annexe 4 : CONVENTION DE GROUPEMENT SOLIDAIRE**

**Annexe 5 : CONVENTION DE GROUPEMENT CONJOINT**

**Annexe 6 : NOTE DE PRESENTATION DE LA CONVENTION**

**Annexe 7 : DECLARATION DU PLAN DE CHARGE**

**Annexe 8 : ACCORD DE CONFIDENTIALITE**

**ANNEXE 1**  
**ACTE D'ENGAGEMENT**

**A - Partie réservée à l'ANRT**

Appel d'offres ouvert à majoration n°AO-45-2023 du 04/01/2024

Objet du marché : **la gestion de la sûreté des locaux relevant de l'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications**. Passé en application de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de l'article 19 et l'alinéa a) du paragraphe 3 de l'article 20 du décret 2-22-431 du 8 Mars 2023 relatif au marchés publics.

**B - Partie réservée au concurrent agissant à titre individuel :****a) Pour les personnes physiques :** <sup>(1)</sup>

Je soussigné..... (prénom, nom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu : .....

Affilié à <sup>(2)</sup> .....sous le numéro: .....

Inscrit au registre du commerce de..... (Localité) sous le numéro .....

Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro : .....

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise : .....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

**b) Pour les personnes morales :** <sup>(1)</sup>

Je soussigné.....(prénom, nom et qualité) agissant au nom et pour le compte de.....(raison sociale et forme juridique), au capital social de.....

Adresse du siège social de la société : .....

Adresse du domicile élu : .....

Affiliée à <sup>(2)</sup> .....sous le numéro : .....

Inscrite au registre du commerce.....(localité) sous le numéro : .....

Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro : .....

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise : .....

**En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :**

**c) Partie réservée aux concurrents membres d'un groupement :**

Nous soussignés :<sup>3</sup>

- Membre n° 1: .....

- Membre n° 2: .....

- Membre n° n: .....

En vertu des pouvoirs qui nous sont conférés, nous nous obligeons conjointement/solidairement (choisir la mention adéquate) et désignons.....(prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ;

**D) Partie commune à tous les concurrents :**

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

<sup>1</sup> Ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à ces obligations

<sup>2</sup> Indiquer la CNSS ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale ;

<sup>3</sup> Indiquer les mêmes informations prévues au a) ou b) ci-dessus, selon le cas.

Après avoir apprécié à mon (notre) point de vue et sous ma (notre) responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1) remets (remettons), revêtu de ma (nos) signature (s) un bordereau de prix, un détail estimatif et/ou la décomposition du montant global) établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres ;

2) m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales, moyennant une majoration de.....(en pourcentage), sur le bordereau des prix-détail estimatif

Lorsque le marché est à majoration :

Devise	En MAD
<b>Montant estimé toute taxes comprises</b>	..... (en lettres et en chiffres)
<b>Taux de majoration</b>	XX (XX) %
<b>Montant total toutes taxes comprises après majoration</b>	..... (en lettres et en chiffres)

Lorsque le marché est conclu avec un groupement :

Devise	En MAD
<b>Part revenant au membre n° 1</b>	
<b>Montant estimé toute taxes comprises</b>	..... (en lettres et en chiffres)
<b>Taux de majoration</b>	XX (XX) %
<b>Montant total toutes taxes comprises après majoration</b>	..... (en lettres et en chiffres)
<b>Part revenant au membre n° 2</b>	
<b>Montant estimé toute taxes comprises</b>	..... (en lettres et en chiffres)
<b>Taux de majoration</b>	XX (XX) %
<b>Montant total toutes taxes comprises après majoration</b>	..... (en lettres et en chiffres)
<b>Part revenant au membre n° n</b>	
<b>Montant estimé toute taxes comprises</b>	..... (en lettres et en chiffres)
<b>Taux de majoration</b>	XX (XX) %
<b>Montant total toutes taxes comprises après majoration</b>	..... (en lettres et en chiffres)

Se libère l'ANRT des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte ..... (postal, bancaire ou à la TGR)<sup>4</sup> ouvert au nom de.....(titulaire du marché) à.....(localité) sous le relevé d'identification bancaire numéro.....<sup>5</sup>.

Fait à.....le.....

(Signature et cachet du concurrent)

<sup>4</sup> Supprimer la mention inutile

<sup>5</sup> Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.

**ANNEXE 2**  
**DECLARATION SUR L'HONNEUR** <sup>(1)</sup>

- Objet du marché : **la gestion de la sûreté des locaux relevant de l'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications.**

**A - Pour les personnes physiques**

1) Cas des personnes physiques agissant pour leur propre compte :

Je soussigné.....(nom, prénom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.

Numéro de téléphone : .....

Numéro du fax : .....

Adresse électronique : .....

Adresse du domicile élu : .....

Affilié à la CNSS <sup>(2)</sup> sous le numéro : .....

Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le numéro:.....

Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro : .....

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise : .....

Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR) <sup>(3)</sup> numéro <sup>(4)</sup> : .....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

2) Cas de l'auto-entrepreneur :

Je soussigné.....(nom et prénom), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.

Numéro de téléphone : .....

Numéro du fax : .....

Adresse électronique : .....

Adresse du domicile élu : .....

Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur sous le numéro .....

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise : .....

Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR) <sup>(5)</sup> numéro <sup>(6)</sup> : .....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

**B - Pour les personnes morales**

1) Cas des sociétés :

Je soussigné.....(nom, prénom et qualité), agissant au nom et pour le compte de.....(raison sociale et forme juridique), au capital social de : .....

Numéro téléphone : .....

Numéro du fax : .....

Adresse électronique : .....

Adresse du siège social de la société : .....

Adresse du domicile élu : .....

Affiliée à la CNSS, sous le numéro:<sup>(7)</sup> .....

Inscrite au registre du commerce....., sous le numéro : .....

Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro .....

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise : .....

Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR) <sup>(8)</sup> numéro<sup>(9)</sup>: .....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;



2) Cas des établissements publics :

Je soussigné.....(nom, prénom et qualité) agissant au nom et pour le compte de.....(dénomination de l'établissement).

Numéro téléphone : .....

Numéro du fax : .....

Adresse électronique : .....

Adresse du siège : .....

Affiliée à <sup>(10)</sup>.....sous le numéro : .....

Inscrit au registre du commerce de <sup>(11)</sup>.....(localité) sous le numéro:.....

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise <sup>(7)</sup>:.....

Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro <sup>(7)</sup>.....

Références du texte l'habilitant à exercer les missions objet du marché : .....

Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR) <sup>(12)</sup> numéro <sup>(13)</sup>.....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

3) Cas des coopératives ou union des coopératives :

Je soussigné.....(nom, prénom et qualité) agissant au nom et pour le compte de.....(raison sociale et forme juridique de la coopérative ou union des coopératives), au capital social de.....

Numéro de téléphone : .....

Numéro du fax : .....

Adresse électronique : .....

Adresse du siège social de la coopérative ou union des coopératives : .....

Adresse du domicile élu : .....

Inscrite au registre local des coopératives, sous le numéro.....

Affiliée à la CNSS sous le numéro <sup>(5)</sup> : .....

Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro : .....

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise : .....

Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR) <sup>(14)</sup> numéro <sup>(15)</sup> : .....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

**Déclare sur l'honneur :**

- 1 - que je remplis les conditions prévues à l'article 27 du décret relatif aux marchés publics ;
- 2 - m'engager à couvrir, dans les conditions fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
- 3 - m'engage, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
  - à veiller à ce que celle-ci ne dépasse pas cinquante pour cent (50%) du montant du marché et qu'elle ne porte pas sur le lot ou le corps d'état principal du marché ;
  - à m'assurer que les sous-traitants auxquels je recours remplissent les conditions prévues à l'article 27 du décret n° 2-22-431 du 8 mars 2023.
- 4 - atteste que je dispose des autorisations requises pour l'exécution des prestations telles que prévues par la législation et la réglementation en vigueur ;
- 5 - atteste que je ne suis pas en liquidation judiciaire ou redressement judiciaire ;
- 6 - étant en redressement judiciaire, j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à participer aux appels d'offres;<sup>(16)</sup>
- 7 - je m'engage à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché ;

8 - je m'engage à ne pas faire, par moi-même ou par personne interposée, de promesses, de dons ou de présents, en vue d'influer sur la procédure de conclusion du marché et de son exécution ;

9- j'atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêts ;

10- j'atteste que je n'ai pas participé à la préparation du dossier de l'appel d'offres considéré ;

Je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature, sous peine de l'application des mesures coercitives prévues à l'article 152 du décret n° 2-22-431 du 8 mars 2023.

Fait à....., le.....  
Signature et cachet du concurrent

- (1) En cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur
- (2) Ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.
- (3) Supprimer la mention inutile.
- (4) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.
- (5) Supprimer la mention inutile.
- (6) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions
- (7) Ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.
- (8) Supprimer la mention inutile.
- (9) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.
- (10) Indiquer la CNSS ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.
- (11) Lorsque l'établissement public est assujéti à cette obligation.
- (12) Supprimer la mention inutile.
- (13) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.
- (14) Supprimer la mention inutile.
- (15) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.
- (16) A supprimer, ce paragraphe dans le cas où le concurrent n'est pas en situation de redressement judiciaire.

**ANNEXE 3**  
**PROCURATION**

Je soussigné, ..... (nom, prénom, qualité) .....de la société ....., certifie que .....(nom, prénom, qualité), est habilité à engager la société .....notamment en signant les documents contractuels établis dans le cadre du marché **«la gestion de la sûreté des locaux relevant de l'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications»**.

Fait à .....le .....  
(Signature et cachet du concurrent)

**N.B : En cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre procuration.**

**ANNEXE 4**  
**CONVENTION DE GROUPEMENT**  
**SOLIDAIRE**

*Entre*

La société....., au capital de .....faisant élection de domicile à .....affiliée à la CNSS sous le n° ....., inscrite au RC n° ....., n° de patente ..... représentée par Monsieur XXXX en sa qualité .....

*Et*

La société....., au capital de .....faisant élection de domicile à .....affiliée à la CNSS sous le n° ....., inscrite au RC n° ....., n° de patente ..... représentée par Monsieur XXXX en sa qualité .....

II A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

L'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications « ANRT » lance un appel d'offres ouvert à majoration n°**AO-45-2023** qui a pour **objet la gestion de la sûreté des locaux relevant de l'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications.**

Pour répondre à cet appel d'offres, les sociétés ..... et ..... ont décidé de constituer un groupement pour présenter une offre unique.

Article 1 : objet de la convention :

L'objet de la présente convention de groupement est de définir les modalités de collaboration des deux sociétés pour l'exécution du marché objet de l'appel d'offres sus indiqué.

Article 2 : Nature du groupement

Le présent groupement est un groupement solidaire.

Tous les membres s'engagent solidairement vis-à-vis du maître d'ouvrage pour la réalisation de la totalité du marché.

Les sociétés reconnaissent que l'engagement qu'elles souscrivent par la présente convention oblige chacune des parties à exécuter aux conditions du marché la totalité des prestations de ladite soumission même en cas de défaillance pour quelque cause que ce soit de l'autre ou de toutes les autres parties.

**NB : Cette convention doit être accompagnée d'une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations en définition pour les parties à réaliser par chaque société composant le groupement.**

Article 3 : Durée de la convention

L'engagement des parties demeurera inchangé durant toute la période nécessaire à la réalisation des prestations.

Article 4 : Domiciliation des paiements

Les paiements seront effectués conformément au compte ou aux comptes indiqués dans l'acte d'engagement.

Article 5 : Mandat

Le groupement désigne M..... ; en tant que mandataire représentant valablement le groupement vis-à-vis de l'ANRT.

Monsieur....., déclare l'accepter.

**Article 6 : cautionnement** (s'il est prévu au CPS)

Le cautionnement doit être constitué selon les formes prévues par le cahier de charges.

Le montant dudit cautionnement reste acquis à l'ANRT abstraction faite du membre défaillant.

<p>1. Société A :</p> <p>signature + cachet précédés par la mention manuscrite « lu et acceptée »</p>	<p>LE Mandataire :</p> <p>(signature + cachet précédés par la mention manuscrite « lu et acceptée »</p>
<p>2. Société B :</p> <p>signature + cachet précédés par la mention manuscrite « lu et acceptée »</p>	

**NB :** la convention de groupement doit au moins comprendre les dispositions ci-dessus. Il appartient aux membres du groupement d'ajouter toutes autres dispositions qu'ils jugent utiles pour leur groupement.

Fait à ....., le .....

**NB :** *En cas de groupement, le cautionnement provisoire et le cautionnement définitif peuvent être souscrits sous l'une des formes suivantes :*

- a) *Au nom collectif du groupement ;*
- b) *Par un ou plusieurs membres du groupement pour la totalité du cautionnement ;*
- c) *En partie par chaque membre du groupement de telle sorte que le montant du cautionnement soit souscrit en totalité.*

**Dans les cas prévus aux b) et c) ci-dessus, le récépissé du cautionnement provisoire et définitif ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu doivent préciser qu'ils sont délivrés dans le cadre d'un groupement et, en cas de défaillance, le montant dudit cautionnement reste acquis au maître d'ouvrage abstraction faite du membre défaillant.**

**ANNEXE 5**  
**CONVENTION DE GROUPEMENT**  
**CONJOINT**

*Entre*

La société....., au capital de .....faisant élection de domicile à .....affiliée à la CNSS sous le n° ....., inscrite au RC n° ....., n° de patente ..... représentée par Monsieur XXXX en sa qualité .....

**Et**

La société....., au capital de .....faisant élection de domicile à .....affiliée à la CNSS sous le n° ....., inscrite au RC n° ....., n° de patente ..... représentée par Monsieur ..... en sa qualité .....

**II A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV**

L'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications « ANRT » lance un appel d'offres ouvert à majoration n°**AO-45-2023** qui a pour **la gestion de la sûreté des locaux relevant de l'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications.**

Pour répondre à cet appel d'offres, les sociétés ..... et ..... ont décidé de constituer un groupement pour présenter une offre unique.

Article 1 : objet de la convention :

L'objet de la présente convention de groupement est de définir les modalités de collaboration des deux sociétés pour l'exécution du marché objet de l'appel d'offres sus indiqué.

Article 2 : Nature du groupement

Le présent groupement est un groupement conjoint.

Chacun des prestataires, membre du groupement, s'engage à exécuter une ou plusieurs parties distinctes tant en définition qu'en rémunération des prestations prévues au marché.

**NB : Cette convention doit être accompagnée d'une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations en définition pour les parties à réaliser par chaque société composant le groupement.**

Article 3 : Durée de la convention

L'engagement des parties demeurera inchangé durant toute la période nécessaire à la réalisation des prestations.

Article 4 : Domiciliation des paiements

Les paiements seront effectués conformément au compte ou aux comptes indiqués dans l'acte d'engagement.

Article 5 : Mandat

Le groupement désigne M..... ; en tant que mandataire représentant valablement le groupement vis-à-vis de l'ANRT.

Monsieur....., déclare l'accepter.

Le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage pour l'exécution du marché

Article 6 : cautionnement (s'il est prévu au CPS)

Le cautionnement doit être constitué selon les formes prévues par le cahier de charges.

Le montant dudit cautionnement reste acquis à l'ANRT abstraction faite du membre défaillant.

<p>1. Société A :</p> <p>signature + cachet précédés par la mention manuscrite « lu et acceptée »</p>	<p>2. Société B :</p> <p>signature + cachet précédés par la mention manuscrite « lu et acceptée »</p>
<p>3. Le Mandataire :</p> <p>signature + cachet précédés par la mention manuscrite « lu et acceptée »</p>	

**Important : la convention de groupement doit au moins comprendre les dispositions ci-dessus. Il appartient aux membres du groupement d'ajouter toutes autres dispositions qu'ils jugent utiles pour leur groupement.**

Fait à ....., le .....

***NB : En cas de groupement, le cautionnement provisoire et le cautionnement définitif peuvent être souscrits sous l'une des formes suivantes :***

- a) Au nom collectif du groupement ;***
- b) Par un ou plusieurs membres du groupement pour la totalité du cautionnement ;***
- c) En partie par chaque membre du groupement de telle sorte que le montant du cautionnement soit souscrit en totalité.***

***Dans les cas prévus aux b) et c) ci-dessus, le récépissé du cautionnement provisoire et définitif ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu doivent préciser qu'ils sont délivrés dans le cadre d'un groupement et, en cas de défaillance, le montant dudit cautionnement reste acquis au maître d'ouvrage abstraction faite du membre défaillant.***

**ANNEXE 6**  
**NOTE DE PRESENTATION DE LA CONVENTION**

- Mode de passation.....
- Objet du marché.....

La présente note rappelle les éléments essentiels de la convention de groupement à savoir :

**Article 1 : objet de la convention :**

L'objet de la convention de groupement est de définir les modalités de collaboration des sociétés membres du groupement pour l'exécution du marché objet de l'appel d'offres ouvert à majoration n°AO-45-2023 qui a pour objet la gestion de la sûreté des locaux relevant de l'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications.

**Article 2 : Nature du groupement**

Le présent groupement est un groupement .....

**Article 3 : Durée de la convention**

L'engagement des parties demeurera inchangé durant toute la période nécessaire à la réalisation des prestations.

**Article 4 : Répartition des prestations**

La répartition des prestations à réaliser par chaque membre du groupement sans indiquer les montants alloués à ces prestations :

1.  
.....  
.....
2.  
.....  
.....  
.....
- ...  
.....  
.....

**Article 5 : Mandat**

Le groupement désigne M..... ; en tant que mandataire représentant valablement le groupement vis-à-vis de l'ANRT.

Monsieur....., déclare l'accepter.

**Le Mandataire :  
signature + cachet**

Fait à ....., le .....



**ANNEXE 7**  
**DECLARATION DU PLAN DE CHARGE**

Je soussigné.....(nom et prénom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte ou pour le compte de.....(raison sociale et forme juridique).

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

Je déclare sur l'honneur mon plan de charge relatif aux marchés publics en cours d'exécution à la date du.....<sup>(1)</sup> en vue de participer à la procédure de l'appel d'offres <sup>(1)</sup> n°AO-45-2023 du 04/01/2024 relative à **la gestion de la sûreté des locaux relevant de l'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications** <sup>(2)</sup>

Liste des marchés publics en cours d'exécution

N°	Références (3)	Maitre d'ouvrage	Qualité (4)	Montant (5)	Taux d'exécution (en %)	Reste à exécuter (en chiffres)
1						
2						
n						
			<b>Total</b>		---	

Fait à .....le .....  
(Signature et cachet du concurrent)

<sup>(1)</sup> Indiquer la date de remise de l'offre.

<sup>(2)</sup> Préciser l'objet, avec indication, le cas échéant, du lieu d'exécution y compris la commune, la province ou la préfecture et la région concernée.

<sup>(3)</sup> Indiquer la référence du marché en question.

<sup>(4)</sup> Indiquer la qualité en tant que titulaire ou sous-traitant, selon le cas.

<sup>(5)</sup> Indiquer le montant du marché en toutes taxes comprises en tenant des augmentations et/ou les diminutions dans la masse des travaux et les travaux supplémentaires

**ANNEXE 8**  
**ACCORD DE CONFIDENTIALITE**

Cet accord dont la date d'effet est le ....., est établi entre

**L'AGENCE NATIONALE DE REGLEMENTATION DES TELECOMMUNICATIONS**

Complexe d'Affaires, Bd Ar Riad, B.P. 2939  
Hay Ryad, Rabat 10.100, Maroc

(ci-dessous dénommée "l'ANRT")  
et

**La société**

(ci-dessous dénommée ".....")

**Contexte**

Dans le cadre du ..... relatif à «**la gestion de la sûreté des locaux relevant de l'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications**», conclu le ..... entre l'ANRT et la société ..... (Ci-dessous dénommées les Parties).

Les Parties s'accordent sur les termes et conditions suivantes pour couvrir la mise à disposition du Titulaire des données, documents et informations recueillis dans le cadre de l'exécution des prestations objets du présent marché :

1. Les informations confidentielles concernées par le présent Accord ("Informations Confidentielles") entre les parties, sont décrites ci-dessous :
  - Toutes les données, documents et informations fournies à ..... par l'ANRT, autres que celles rendus publiques par l'ANRT.
  - Les résultats et conclusions découlant de l'exécution des prestations objets du présent marché.
2. ....utilisera les « Informations Confidentielles » de l'ANRT uniquement et exclusivement dans le but de la réalisation des prestations objets du présent marché.
3. Le Titulaire s'engage à protéger les « Informations Confidentielles » en utilisant le même degré d'attention et de protection qu'elles utilisent pour leurs propres informations confidentielles, et n'effectueront aucune publication ni révélation de ces informations à aucune partie tierce, ni même à leurs propres employés qui n'ont aucun besoin de les connaître ou qui n'ont aucun lien (direct ou indirect) avec le processus en cours à l'ANRT dans le cadre de la présente prestation.
4. Toutes les informations confidentielles divulguées par l'ANRT au terme de cet Accord, restent la propriété de l'ANRT, et aucun droit ni autorisation n'est accordé à .....autre que ceux de les utiliser dans les buts exclusifs décrits au paragraphe 2 de cet accord.

Pour ..... Signé _____  Date: _____	Pour l'ANRT Signé _____  Date: _____
--	---